

Arrêté n° 133 CM du 8 février 2024 portant organisation et composition du comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire de la Polynésie française

(NOR : SJS24000026AC)

Paru in extenso au journal officiel n°14 N du 16/02/2024 à la page 1914 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 16/02/2024

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
Vu la convention n° 87-19 du 26 décembre 2019 relative à la jeunesse, au sport et à la vie associative ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 février 2024,

Arrête :

Article 1er

Il est créé un comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire de la Polynésie française.
Ce comité est chargé d'émettre un avis consultatif sur les aides financières attribuées par la Polynésie française dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire dans le cadre de l'enveloppe financière prévue à cet effet.
Ce comité est également consulté pour émettre un avis sur les priorités retenues, les critères d'octroi et les conditions d'attribution de ces aides financières.

Art. 2

Le comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire est composé de membres réunis au sein des trois collèges suivants :

1° Le collège des membres de droit, à voix délibérative, qui comprend :

- le ministre en charge de la jeunesse ou son représentant, président du comité ;
- le ministre de l'éducation ou son représentant ;
- le ministre en charge des solidarités ou son représentant ;
- le président de la commission en charge de la jeunesse de l'assemblée de la Polynésie française ;
- le président de l'Union polynésienne pour la jeunesse (UPJ) ou son représentant ;
- le chef de la mission d'aide et d'assistance technique de l'Etat (MATJS) ou son représentant.

2° Le collège des représentants des mouvements de la jeunesse et de l'éducation populaire, à voix délibérative, qui comprend :

- trois représentants des associations de jeunesse et d'éducation populaire œuvrant sur tout le territoire de la Polynésie française ;
- deux représentants, issus des mouvements de la jeunesse et de l'éducation populaire, œuvrant dans les domaines d'intervention prioritaires suivants : la promotion de la culture polynésienne, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, l'inclusion des jeunes des quartiers prioritaires, le développement durable, la prévention du suicide et la lutte contre les addictions.

3° Le collège des membres associés, à voix consultative, qui comprend :

- le président du syndicat mixte en charge du contrat de ville ;
- le directeur de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) ou son représentant ;
- le directeur de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPPF) ou son représentant.

Art. 3

Le Président de la Polynésie française désigne les cinq représentants des mouvements de la jeunesse et de l'éducation populaire et leurs suppléants respectifs, sur proposition du président de l'Union polynésienne pour la jeunesse (UPJ).

Les propositions du président de l'UPJ sont discutées et arbitrées d'un commun accord avec le ministre en charge de la jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement du représentant, le suppléant le représente.

Art. 4

Les représentants des mouvements de la jeunesse et de l'éducation populaire ainsi que leurs suppléants sont nommés pour une durée de deux ans, renouvelable.

Art. 5

La fonction de membre du comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire ne donne droit à aucune rémunération ou rétribution pécuniaire.

Art. 6

Nul ne peut être membre du comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire s'il est privé de ses droits civiques.

La perte de la qualité au titre de laquelle un membre de ce comité a été nommé entraîne sa démission de plein droit.

Dans ce cas, le président procède à la modification de la composition du comité dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.

Cette modification est effectuée uniquement pour le membre concerné pour la durée restante du mandat en cours.

Art. 7

Le comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire de la Polynésie française est présidé par le ministre en charge de la jeunesse ou son représentant.

Art. 8

Les membres du comité technique ne peuvent prendre part aux délibérations ayant pour objet une question à laquelle ils ont un intérêt personnel ou qui concerne une demande d'aide financière formulée par un organisme dans lequel ils exercent une fonction.

Art. 9

Le comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire de la Polynésie française se réunit sur convocation de son président, au moins une fois dans le premier semestre de l'année civile en cours.

Il pourra être ensuite convoqué autant de fois que nécessaire dans le cadre de ses attributions définies à l'article 1er du présent arrêté.

Son secrétariat est assuré par le service administratif en charge de la jeunesse.

Art. 10

La convocation des membres du comité technique est transmise par tout moyen par le ministre en charge de la jeunesse ou son représentant au moins sept (7) jours avant la date de la réunion.

Art. 11

Le président du comité technique peut inviter à assister, à tout ou partie des réunions du comité, toute personne que celui-ci souhaite entendre.

Art. 12

Les délibérations du comité technique ne sont pas publiques.

Art. 13

Le comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire de la Polynésie française ne peut valablement se réunir et délibérer que si la moitié au moins des membres en exercice sont présents ou représentés.

Si le quorum n'est pas atteint à l'ouverture de la séance, le comité technique se réunit de plein droit quel que soit le nombre de membres présents pour délibérer sur le même ordre du jour, le lendemain ou les jours suivants la première date de convocation.

Le comité technique délibère à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

Art. 14

Le comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire de la Polynésie française peut adopter dans le cadre d'un règlement intérieur toute mesure utile à son fonctionnement.

Art. 15

L'arrêté n° 1406 CM du 3 octobre 2008 portant organisation et composition du comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire de la Polynésie française est abrogé.

Art. 16

La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 février 2024.
Moetai BROTHERSON.

Par le Président de la Polynésie française :
La ministre des sports, de la jeunesse
et de la prévention contre la délinquance,
Nahema TEMARII.